

nous dira-t-on, qu'est-ce que vous voulez de plus que les sociétés d'agriculture répandues par tout le Canada, ne suffisent-elles pas pour éclairer le peuple sur la marche qu'il doit suivre en agriculture, et pour le faire sortir de son apathie ?

Où les sociétés d'agriculture existent depuis plusieurs années, elles s'efforcent même de faire le plus de bien possible. Tous les ans elles offrent des primes aux plus méritants. Mais nous en appelons à elles-mêmes ; ont-elles obtenu les résultats qu'elles espéraient ? Elles ont bien introduit dans le Canada des animaux de races étrangères, des reproducteurs de haut prix et de grande valeur, etc. Mais le sol qui seul peut nourrir convenablement ces races nouvelles, le sol qui seul peut leur conserver leur beauté, leurs qualités primitives, s'est-il amélioré ? Voyons-nous beaucoup de cultivateurs qui au contact de ces sociétés aient abandonné leur ruineuse routine ? Peu, très-peu croyons-nous. Ainsi ce moyen ne suffit donc pas.

Nous sommes loin de blâmer les sociétés et de désirer leur disparition, au contraire nous voulons qu'elles existent, mais qu'elles changent, de l'avis de la Chambre d'agriculture, leur mode de distribuer leurs primes. Qu'elles offrent peu de récompenses mais qu'elles en élèvent la valeur et qu'elles les accordent surtout à ceux qui voudront adopter le système que nous suggérons.

Nous disions plus haut qu'il fallait un enseignement agricole ; mais cet enseignement, malgré les immenses résultats qu'il est appelé à produire ne peut suffire pour les populations de la campagne qui manquent d'instruction. C'est pourtant cette classe qui est encore la plus nombreuse, qui a le plus pressant besoin d'être éclairée sur la marche qu'elle doit suivre dans l'exploitation de ses champs.

Mais comment y parvenir ? Voici : L'art d'éclairer les populations qui ne sont pas instruites ; l'enseignement par lequel on peut les amener à améliorer leurs terres, consiste à trouver le moyen de faire naître, dans chaque paroisse, une ou plusieurs fermes dans lesquelles on donne un espace considérable à la culture fourragère, c'est-à-dire, à l'entretien du bétail, à la production de l'engrais, principe unique de toute production agricole et de toute amélioration.

Mais, on nous dira, il existe déjà partout des fermes modèles, pourquoi ne les copie-t-on pas ? Nous l'avons déjà dit : ordinairement des exemples donnés par de riches propriétaires sont des exemples perdus pour le cultivateur ordinaire. C'est un des préjugés déplorables mais qui ne disparaissent qu'avec une génération entière. Voici un fait à l'appui de ce que nous avançons : Un jeune homme de talents distingués suit un cours d'étude classique, au Collège de Ste. Anne ; son cours terminé, il se livre à l'étude et à la pratique de l'agriculture ; son succès est digne d'éloges, il rend fertile des parties de son champ qui ne poussaient plus rien. Que font ses voisins, vont-ils suivre ses traces ? Non, au contraire, ils ont beaucoup de plaisir à ses dépens. Pourquoi ? Parce qu'il est instruit et plus intelligent qu'eux. Ainsi, si on a le malheur d'être riche ou instruit, on ne doit pas prétendre, dans la plupart des cas, à servir de modèle à ceux qui ne possèdent pas ces avantages, la jalousie ne le permet pas. Cependant ce que nous disons des particuliers ne peut

s'appliquer à la ferme de Ste. Anne, qui a déjà servi de modèle à beaucoup de cultivateurs.

Mais que le Gouvernement, que la Chambre d'agriculture, ou que les Sociétés offrent une prime de 50, 100, 125 piastres au cultivateur qui, sur une terre grande ou petite, au cultivateur qui aura consacré l'étendue proportionnelle la plus considérable à la culture du fourrage, qui aura le plus grand nombre de bétail bien entretenu, la plus grande quantité d'engrais, et vous verrez que plusieurs s'efforceront de gagner cette prime, et que celui qui sera assez heureux pour être couronné, trouvera de nombreux imitateurs, parce qu'on dira partout, c'est un des nôtres, un cultivateur qui n'en sait pas plus long que nous, et que nous pouvons, par conséquent, imiter. Et, en vérité, par cette simple modification de son système de culture, tout en s'enrichissant lui-même, ce cultivateur donnerait à tout le voisinage la véritable, la seule leçon qu'il soit possible de donner à des laboureurs sans instruction.

Oui, qu'on en soit bien persuadé ; le cultivateur, malgré sa répugnance à abandonner la route tracée par ses ancêtres, est assez ami de ses intérêts, pour adopter un système différent du sien, surtout quand il est simple, peu coûteux et qu'il donne de beaux résultats.

Encore une fois, ce moyen d'opérer une révolution si avantageuse dans la culture du Canada, est simple, et le seul qui peut produire des résultats qui sont devenus indispensables, si l'on veut que les pères puissent transmettre leurs terres à leurs enfants.

Il faudra peut-être que le Gouvernement, pour obtenir ce but, mette à la disposition de la Chambre d'agriculture une somme un peu plus considérable que celle allouée jusqu'à ce jour. Mais que sera ce sacrifice si on le compare aux avantages énormes qui devront en résulter, et pour les cultivateurs eux-mêmes, et pour le Gouvernement lui-même !

Le moyen que nous suggérons n'est pas nouveau, il a été adopté dans d'autres pays, et il a produit des résultats merveilleux ; et là où d'autres moyens avaient pour ainsi dire échoué, les primes offertes ont fait merveilles.

Nous espérons que le plan que nous soumettons à la considération des autorités, attirera l'attention du comité nommé pour s'enquérir des besoins de l'agriculture. Quant à nous, nous sommes tellement convaincu que l'enseignement théorique et pratique, que les fermes modèles pour les cultivateurs sont aujourd'hui devenus indispensables, que nous croyons que de grands sacrifices en argent doivent être faits pour les procurer à la classe agricole.

Qu'on nous comprenne bien, notre intention n'est pas de blâmer le Gouvernement du jour, non plus que ceux qui l'ont précédé, ni la Chambre, ni les Sociétés d'agriculture ; mais seulement de constater un besoin qui ne peut être satisfait que par un changement considérable dans la distribution des primes ; et nous croyons que les sociétés qui connaissent le mieux l'état arriéré de l'agriculture dans leur arrondissement travailleront de concert avec nous, à l'accomplissement de notre projet.